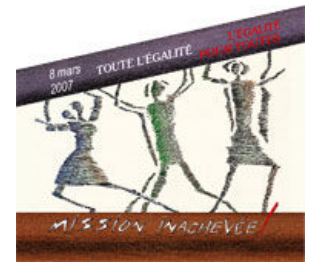


8 MARS 2007

TOUTE L'ÉGALITÉ, L'ÉGALITÉ POUR TOUTES : MISSION INACHEVÉE



Collectif 8 mars 2007

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes : mission inachevée !

Depuis plus de 30 ans, le 8 mars au Québec est devenu journée de mobilisation, de réflexion et d'action ! Cette journée internationale des femmes est l'occasion de faire la démonstration de nos gains en faveur de l'égalité des femmes et de nous rappeler que les luttes essentielles ne sont pas si lointaines et que nos acquis sont encore fragiles.

Cette année, c'est en pleine campagne électorale que nous soulignons cette journée internationale des femmes. 8 mars et campagne électorale, deux occasions de faire entendre la voix des femmes. ***Toute l'égalité, l'égalité pour toutes : mission inachevée !*** Notre thème se colle très bien au contexte électoral actuel. En effet, si nous avons accompli de grands progrès en matière d'égalité, force est de constater, statistiques à l'appui, que l'égalité concrète n'est pas encore à la portée de toutes les femmes. De nombreuses barrières se dressent sur notre chemin. Ces barrières se nomment : pauvreté, violences ou discriminations. Une campagne électorale, c'est certainement l'occasion de rappeler nos revendications et d'exiger des engagements concrets en matière d'égalité !

Nos gains et nos préoccupations

Rappelons que c'est par l'action incessante des féministes, que nous avons obtenu des gains évidents : droit de vote, droit à l'éducation, droit à la santé, droit au travail salarié, etc. Nous sommes fières des progrès réalisés en matière d'égalité au cours des dernières décennies. Nous avons bâti un système de services de garde parmi les plus novateurs au monde. Nous avons obtenu l'adoption de plusieurs lois et politiques : Loi sur l'équité salariale ; Loi sur l'assurance parentale ; Loi sur l'union civile ; Politique en matière de Condition féminine ; Orientations en matière d'agression sexuelle ; Politique d'intervention en matière de violence conjugale sont quelques exemples de ces gains que nous avons obtenus grâce à notre mobilisation collective. Des gains évidents, même si nous savons que l'adoption de lois et de politiques bénéfiques à la cause des femmes ne se traduit pas toujours en mesures concrètes. Leur application et leur respect exigent souvent une mobilisation accrue. Par exemple, l'équité salariale demeure toujours un enjeu crucial pour de très nombreuses travailleuses, syndiquées et non syndiquées, qui n'ont toujours pas obtenu de règlement et ce, dix ans après de l'adoption de la Loi ! Autre exemple, après maintes représentations et pressions, nous avons obtenu une nouvelle Politique gouvernementale pour l'égalité des femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, cependant, le plan d'action qui accompagne cette nouvelle politique manque de poigne pour lutter concrètement contre les discriminations.

Si, en tant que femmes, nous avons acquis certains droits à force de luttes et de revendications, nous pouvons affirmer qu'il n'en est pas de même pour toutes les femmes. Certaines sont davantage discriminées. Pensons aux femmes autochtones, aux femmes immigrantes, à celles des communautés ethnoculturelles ou racisées, à celles qui ont des limitations fonctionnelles, aux lesbiennes. De plus, la question de l'égalité des femmes dans les différentes régions du Québec nous interpelle aussi. On observe que des disparités importantes existent d'une région à une autre et que les femmes n'ont pas accès aux mêmes services partout.

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes ! C'est l'engagement que nous avons pris, l'engagement que nous poursuivons, nous toutes, travailleuses, syndicalistes, étudiantes, militantes dans un groupe de femmes ou dans un groupe communautaire.

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes ! C'est le cri que nous lançons, haut et fort, en ce 8 mars 2007.

Globalisation, désengagement de l'État et montée de l'antiféminisme, cette montée de la droite, illustrée entre autres par l'effritement du filet social et la privatisation des services publics, nous inquiète grandement en ce sens qu'elle menace nos acquis et vient entraver notre lutte pour l'accès à l'égalité. La liste des mesures antisociales n'en finit plus de s'allonger : augmentation de 40 % des tarifs des services de garde ; augmentation des tarifs d'électricité et du coût du transport en commun ; augmentation de l'assurance-médicaments ; non-indexation des prestations d'aide sociale ; Services de santé et services sociaux de moins en moins gratuits et de plus en plus privés ; « Menaces » de dégel des frais de scolarité ; restrictions dans l'accès aux services juridiques ; logements inabordables, introuvables et qui grugent souvent plus de la moitié des revenus. Même des travailleuses syndiquées ont subi des reculs importants. L'adoption, en décembre 2003, des lois 7 et 8, qui ont aboli le statut de salariées des responsables des services de garde en milieu familial et des ressources intermédiaires et familiales, en les contraignant désormais au seul statut de travailleuses autonomes est un exemple flagrant des reculs subis ces dernières années. L'adoption de

la loi 43, qui a imposé les conditions de travail des employéEs du secteur de la Santé et des Services sociaux a complètement bafoué le droit fondamental de milliers d'employéEs, majoritairement des femmes, de négocier ses conditions de travail.

Déclin démographique, vieillissement de la population, ampleur de la dette, concurrence de plus en plus dure avec les pays asiatiques, l'omniprésence du discours néolibéral présente une vision apocalyptique, axée sur les impératifs présumés d'une économie présentée comme toute-puissante. Dans une certaine mesure, les « lucides » ont réussi à occuper le débat public. On n'a pas le choix, disent-ils, si on veut assurer l'avenir de nos enfants, il faut réduire la taille de l'État, couper dans les services publics ! Il nous semble que le Québec résiste bien mal à cette montée du néolibéralisme qui exerce de fortes pressions sur l'État dont il veut réduire les moyens d'action. Cette montée de la droite politique et économique s'est accompagnée d'une montée des intégrismes religieux qui entrent en conflit avec les droits des femmes. Plus insidieuse, mais tout aussi ravageuse, nous notons également une tendance, de plus en plus présente, qui minimise les inégalités et les injustices qui perdurent à l'égard des femmes quand nous ne sommes pas confrontées à des manifestations franchement antiféministes.

En riposte à cette vision alarmiste, le mouvement des femmes réclame la construction d'un État où les droits individuels et collectifs seront assurés, la démocratie renforcée et l'environnement protégé ; un État qui assurera la dispensation de services publics de qualité accessibles à toutes et à tous, le développement de programmes sociaux financés adéquatement et collectivement, la redistribution de la richesse et un développement durable pour un avenir viable. Ce Québec que nous voulons construire devra se donner des moyens concrets pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes.

Tout en tenant compte du contexte politique et économique dans lequel nous nous trouvons et en tenant compte des limites aux pouvoirs du Québec, nous demandons à l'ensemble des partis politiques qui briguent actuellement les suffrages de garantir des engagements en matière d'égalité. Oui, il est possible aujourd'hui d'améliorer nos conditions de vie et de travail, notre santé, notre environnement et notre vie communautaire !

Nous, les femmes, nous exigeons des engagements fermes en matière d'égalité, de justice sociale et de luttes contre les discriminations dans le cadre de la présente campagne électorale. La lutte contre la pauvreté et les violences, pour l'éducation, pour l'accès aux soins de santé et aux services sociaux sont, au cœur de nos préoccupations.

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes : Mission inachevée !

Lutte à la pauvreté – Les femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté : encore aujourd'hui, leurs revenus sont inférieurs à ceux des hommes, elles occupent la majorité des emplois atypiques, accomplissent souvent un travail non rémunéré ou invisible et, lorsqu'elles sont âgées, ont accès à des pensions moins généreuses. De plus, les femmes s'appauvrissent en ayant des enfants : les mères seules affichent des taux de pauvreté de beaucoup supérieurs à ceux des couples avec enfants.

Pour sortir les femmes de la pauvreté, on vote pour :

- une augmentation substantielle du salaire minimum
- la gratuité des médicaments aux personnes ayant un revenu inférieur à 12 000\$ par année
- la pleine indexation des prestations de toutes les personnes vivant de l'aide sociale

Pour améliorer les conditions de travail des femmes, on vote pour :

- des emplois décents en nombre suffisant et l'accès équitable à des formations qualifiantes pour toutes
- le respect du droit à la syndicalisation pour les femmes et le droit de choisir leur syndicat
- le respect de la *Loi sur l'équité salariale* en milieux syndiqués et non syndiqués et le maintien de la Commission de l'équité salariale avec des ressources suffisantes
- une politique gouvernementale assortie de mesures concrètes afin de concilier le travail en fonction des besoins et réalités de toutes les familles, partout au Québec.

Santé – Ces dernières années, les services de santé n'ont cessé de se détériorer : les services de soins à domicile sont loin de répondre à l'ensemble des besoins, les listes d'attente demeurent longues, la tendance à la privatisation de certains services s'accroît, notamment les services d'avortement, et les disparités régionales sont de plus en plus préoccupantes. Or, quand les services publics ne répondent plus aux besoins, ce sont principalement les femmes ou encore les groupes communautaires qui prennent la relève.

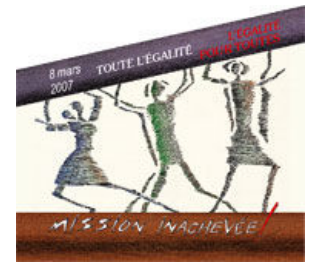
Pour le droit à la santé des femmes, on vote pour :

- l'accès gratuit aux services de santé et aux services sociaux par le maintien d'un régime public et universel de santé
- l'accessibilité et la gratuité de services d'avortement dans toutes les régions du Québec
- l'encadrement des pratiques de chirurgie esthétique promues par l'industrie de la minceur et de la beauté

Éducation – L'accès à l'éducation est l'un des éléments qui a le plus sûrement permis aux femmes de faire des avancées majeures en matière d'égalité. Malheureusement, dans les faits, plusieurs sont forcées de renoncer ou d'abandonner leur projet d'études, faute de ressources financières suffisantes. C'est le cas, notamment, des femmes responsables de familles monoparentales pour lesquelles le programme de prêts et bourses est mal adapté.

8 MARS 2007

TOUTE L'ÉGALITÉ, L'ÉGALITÉ POUR TOUTES : MISSION INACHEVÉE



Pour le droit à l'éducation, on vote pour :

- le gel des frais de scolarité

Violences – Nous vivons ici, au Québec, loin de la violence des bombes, mais collés à la violence intime, quotidienne, banale qui pourrit les rapports humains. Pourtant, chaque journée amène ses histoires. En 2006, 8 176 femmes ont fui la violence et trouvé refuge dans une maison d'hébergement ; près de 7 000 consultaient un Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), alors que 750 autres femmes étaient en attente de services ; près de 13 900 frappaient à la porte d'un centre de femmes ; 14 797 femmes en détresse appelaient à l'aide en téléphonant à la ligne S.O.S. violence conjugale. Sans compter toutes celles qui encaissaient les coups en silence...

Pour mettre fin aux violences faites aux femmes, on vote pour :

- le financement et la mise en œuvre d'une grande campagne de sensibilisation et d'éducation sur dix ans pour lutter contre toutes les formes de violences commises envers les femmes, dont le harcèlement psychologique et sexuel en milieu de travail

Soyons claires : le mouvement des femmes ne donnera son appui à aucun parti politique. Bien qu'éminemment politique, le mouvement des femmes demeure un mouvement non-partisan. Cependant, nous invitons toutes les femmes à réfléchir sérieusement aux choix qui se posent, à en discuter autour d'elles, d'interpeller les candidates et les candidats de leur comté et à se rendre voter au moment des élections. Nous interpellons toutes les Québécoises à exercer leur droit de citoyenne, le 26 mars prochain. En exprimant notre choix, nous exerçons un droit essentiel acquis grâce aux luttes menées par nos grands-mères suffragettes. **Parce que le vote des femmes, ça compte à 100 % !**

En ce 8 mars 2007, nous toutes qui formons le mouvement des femmes, prenons l'engagement de poursuivre notre action commune afin que l'égalité pour toutes soit enfin une réalité. Sans relâche, nous poursuivons notre action : éducation populaire, manifestations, pétitions, lobbying, nous utiliserons tous les moyens pour atteindre notre but.

Toute l'égalité, l'égalité pour toutes !

Michèle Asselin

Porte-parole du Collectif 8 mars, édition 2007

Présidente de la Fédération des femmes du Québec

8 mars 2007